

Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 Paris

Paris, le 25 juillet 2018

Objet : lettre ouverte sur le rôle des ONG

Monsieur le Président,

Le 26 juin, vous avez notamment déclaré, à propos des ONG qui sauvent en mer des migrants, qu'elles « font le jeu des passeurs ». Nos organisations, et l'ensemble de la communauté des ONG françaises, nos 250.000 militants bénévoles, salariés et volontaires, et les millions de citoyens qui soutiennent nos actions, ont été heurtés par vos propos.

Monsieur le Président, le premier rôle d'une ONG humanitaire est de sauver toute vie lorsque celle-ci est en péril, sans aucune distinction et cela ne peut se négocier. La solidarité ne se divise pas. Elle ne peut sélectionner les personnes auxquelles elle se doit de porter secours. Ou alors, ce n'est plus de la solidarité.

C'est en revanche le rôle des Etats d'assurer des voies légales et sûres pour la migration et l'accueil des personnes en danger. C'est le rôle de notre pays que de continuer à porter une parole courageuse en faveur des réfugiés. C'est le rôle de notre pays enfin que de porter une voix généreuse et solidaire.

Et nul ne peut faire porter sur les ONG la responsabilité des échecs tragiques de la communauté internationale à rétablir la paix au Moyen Orient ou en Afrique. Nul ne peut faire porter aux ONG la responsabilité de la pauvreté endémique qui continue de miner des territoires entiers en Afrique subsaharienne ou l'accroissement abyssal des inégalités partout dans le monde y compris dans nos territoires. Les ONG ne sont pas responsables du volume scandaleux de l'évasion fiscale qui mine le développement de nombre de pays. Elles ne sont pas plus responsables de l'accroissement du réchauffement climatique qui met sur les routes de l'exil forcé nombre d'hommes et de femmes dont les territoires de vie deviennent proprement invivables.

Monsieur le Président, nos organisations militent et agissent au quotidien et dans des conditions de plus en plus difficiles, pour apporter assistance aux personnes en danger, pour tisser des liens de solidarité et de coopération entre nos territoires et des territoires du monde. Elles portent et appellent sans cesse à la responsabilité collective pour réduire

les inégalités et la pauvreté, engager les transitions écologiques et démocratiques nécessaires et investir dans le dialogue entre les peuples. Ces actions permettent le plus souvent de réduire les fractures, d'apaiser les tensions, de faire renaitre l'espoir et de contribuer à la paix au moment où les discours de haine, de peur et de défiance envahissent les relations internationales.

Nous sommes entrés depuis quelques années dans un contexte européen et mondial qui voit, mois après mois, le basculement de pays lointains et bien plus proches vers des régimes de plus en plus autoritaires et liberticides. Dans un nombre croissant de pays, tous les jours des lois sont votées, des directives données pour réduire la liberté de parole de la société civile, pour restreindre le droit d'association, voire pour criminaliser tout engagement associatif. Ainsi le recul des droits humains s'accroît et celui de la capacité à s'en indigner régresse tout autant. Chaque pouce perdu sur ce terrain est un revers pour tout ce qui a fait notre histoire et pour les valeurs qui fondent nos propres institutions.

C'est une lame de fond qui nous alerte au plus haut point, et oblige tous les démocrates convaincus que l'heure désormais doit être à la résistance et à la fermeté sur le terrain des droits humains et de l'aide humanitaire parce que c'est un impératif consubstantiel de ce que sont nos sociétés. La France peut et doit porter cette voix dans le monde, et éviter d'ajouter par des déclarations intempestives, de la confusion à la confusion. Faute de quoi, cette tendance risque également de nous emporter.

Monsieur le Président, nos causes sont justes et attendent de vous un soutien sans ambiguïté, plein et entier.

Signataires

Acting For Life Bertrand Lebel, directeur

Action Contre la Faim Thomas Ribémont, président

Action Contre la Faim Véronique Andrieux, directrice générale

Action Santé Mondiale Patrick Bertrand, directeur

Action-Aid France Birthe Pedersen, présidente

ADTF Abdoulaye Bah, président

Agrisud International Yvonnick Huet, directeur

Agronomes et Vétérinaires sans Frontières – AVSF Frédéric Apollin, directeur

Aide et Action France-Europe Charles-Emmanuel Ballanger, directeur

AIDES Aurélien Beaucamp, président

ASAH Yves Knipper, directeur

Asmae-Association sœur Emmanuelle Alain Barrau, président

Association des Jeunes Guinéens de France, Halimatou Camara, vice-présidente

Asti Christian Bulot, bénévole

Avocats Sans Frontières France Vincent Fillola, co-président

C4D Sophie Nick, directrice

CARE France Philippe Lévêque, directeur

cartONG Charlotte Pierrat, présidente

CCFD-Terre Solidaire Benoît Fauchoux, délégué général

CIEDEL Catherine Delhay, directrice

CNAJEP François Mandil, président

Collectif des associations citoyennes (CAC) Jean Claude Boual, président

Comede Didier Fassin, président

Comité d'Accueil 72 Amélie Polachowska, membre

Comité Français pour la Solidarité Internationale Yves Le Bars, président

Commerce Equitable France Julie Stoll, déléguée générale

Coordination Humanitaire et Développement Xavier Boutin et Thierry Mauricet, co-présidents

Coordination SUD Philippe Jahshan, président

CRID Emmanuel Poilane, président

ECPAT France Emilie Vallat, directrice

Electriciens sans frontières Hervé Gouyet, président

Entraide Médicale Internationale, EMI Alain Roussel, président délégué

Etudiants et Développement Vincent Pradier, délégué général

Fédération Artisans du Monde Anne Chassaing et Daniel Beauchêne, coprésident-e-s

Fondation Danielle Mitterrand France Libertés Emmanuel Poilane, directeur général

Fondation GoodPlanet Henri Landes, directeur général

Forim Thierno Camara, président

Frères des Hommes Bernard Cabut, membre du Conseil d'administration

Frères des Hommes Luc Michelon, président

GERES (Groupe Energie Renouvelable Environnement et Solidarité) Laurence Tommasino, déléguée générale

Gevalor Jean-Michel Royer, président

Grandir dignement Hélène Muller, directrice

GREF Agnès Riffonneau, présidente

Gret - Professionnels du développement solidaire Olivier Bruyeron, directeur

Groupe initiatives Pierre Jacquemot, président

Habitat-Cité Annabella Orange, directrice

Handicap international/humanité et inclusion Manuel Patrouillard, directeur général

IECD Tobias Hartig, directeur

Ingénieurs sans frontières Sébastien Gondron, président

La Chaîne de l'Espoir Jean-Roch Serra, directeur général

Ligue des droits de l'Homme Malik Salemkour, président

Maison des Citoyens du Monde de Loire-Atlantique Jean-Clair Michel, président

Medair France Annick Balocco, directrice

Médecins du Monde, Françoise Sivignon, ancienne présidente et membre du Conseil d'administration

Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples – MRAP Jean-François Quantin, co-président

OXFAM France Cécile Duflot, directrice

Partage Nicolas Lenssens, directeur général

Peuples Solidaires - Action Aid (groupe Le mans-la Suze) Patrick Brossard, président

Plateforme d'Associations Franco-Haïtiennes Jimitry Annexile, chargé de missions

Première Urgence Internationale Thierry Mauricet, directeur général

RITIMO Danielle Moreau, co-présidente

Secours Islamique France Rachid Lahlou, président

Sherpa Sandra Cossart, directrice

Sidaction Florence Thune, directrice générale

Solidarité Laïque Roland Biache, délégué général

Solidarités International Alexandre Giraud, directeur général

SOLTHIS Louis Pizarro, directeur général

SOS Villages d'Enfants France Isabelle Moret, directrice générale

Vision du Monde Camille des Boscs, directrice générale

Contact :

Coordination SUD, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale
Dossier suivi par Patricia Spadaro, spadaro@coordinationsud.org 01 44 72 80 82 / 07 76 69 54 35